
État Français - Défense passive.

Numéro d'inventaire : 1979.29908

Auteur(s) : Philippe Pétain

Marc Chevalier

Type de document : affiche

Imprimeur : "La Gutenberg"

Date de création : 1941

Description : Feuille imprimée en n&b en 2 colonnes

Mesures : hauteur : 599 mm ; largeur : 899 mm

Notes : Texte juridique général sur la défense passive, mais concernant en partie les écoles et les parents qui doivent surveiller leurs enfants. Document séparé en deux parties: - à gauche, 8 articles de la Loi du 5 Août 1941 modifiant la réglementation générale sur la Défense passive, signée par Ph. Pétain, Général Huntziger, Joseph Barthélémy , Pierre Pucheu. - à droite, 11 articles d'un arrêté du 5 septembre 1941 de la Préfecture de Seine-et-Oise, Secrétariat Général pour la Police, Direction de la Police Générale, signés par le Préfet de Seine-et-Oise, Marc Chevalier.

Mots-clés : Textes normatifs relatifs à l'enseignement en France (législation, débats, BO)
Formation de la conscience nationale et patriotique

Filière : aucune

Niveau : aucun

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 1

ETAT FRANÇAIS

DÉFENSE PASSIVE

LOI du 5 Août 1941 modifiant la réglementation générale sur la Défense passive

(*J. O.* - du 6 Août 1941)

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,
Le Conseil des Ministres entendu,

DOSSIERS :

Article Premier. — Jusqu'à une date qui sera fixée par un décret ultérieur, pris dans les mêmes formes que le présent décret, les dispositions suivantes seront appliquées, en matière de Défense Passive, nonobstant toutes dispositions contraires des textes légaux ou réglementaires en vigueur.

Art. 2. — Dans chaque département, le Préfet peut prendre par arrêté toutes mesures renouvelées nécessaires à la défense passive sur le territoire du département.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions de ce décret seront constatées par des procès-verbaux de contravention et délivrées par tribunaux compétents.

Art. 4. — Les infractions visées à l'article précédent seront punies d'une amende de 5 à 15 francs. Les auteurs de la ferme publication ou des services de la défense passive qui les auront relevés pourront donner un avertissement taxé si le contrevenant se déclare prêt à acquitter immédiatement, contre récépissé, le montant de la taxe fixée à 15 francs.

S'il est ensuite constaté que cet avertissement n'est pas en rapport avec la liste du contrevenant ou avec les suites de l'infraction, la peine prévue au paragraphe 1^{er} du dit article pourra être prononcée, après l'exécution de l'avertissement taxé par le tribunal compétent.

Art. 5. — En cas de récidive dans les six mois qui auront suivi la première condamnation ou l'avertissement prévu à l'article précédent, le contrevenant sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de six mois maximum et d'une amende de 16 à 220 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sera puni des mêmes peines celui qui se sera refusé à obéir aux instructions des agents qualifiés pour constater les infractions aux prescriptions de l'arrêté précédent.

Art. 6. — Sera puni d'une peine de six jours à cinq ans de prison et d'une amende de 200 à 30,000 francs en de l'une de ces deux peines, qui pourront être portées au double dans le cas de récidive dans le délai de six mois, quoique alors empêché une autre personne d'exécuter les mesures prescrites par l'arrêté du Préfet.

La même peine sera applicable à toute personne qui aura incité une autre personne à commettre une infraction à l'arrêté du Préfet.

La même peine sera également applicable à toute personne qui aura détruit ou tenté de détruire les constructions, installations, dispositifs de tous genres, aménagés en exercice de l'arrêté du Préfet.

Art. 7. — Si l'infraction a été commise intentionnellement et a été susceptible de provoquer la mort d'une ou de plusieurs personnes ou d'endommager des installations d'intérêt général, l'auteur et les complices seront traduits devant le tribunal spécialement prévu à l'article 2 de la loi du 24 Avril 1941 réprimant les agressions nocturnes, jugés dans les mêmes conditions et punis d'une des peines prévues au livre 1^{er} du Code Pénal.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au « Journal Officiel » et exécuté comme Légi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 Août 1941.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le Général des Armées,
Général, Secrétaire d'Etat à la Guerre,
Joseph BARTHELEMY.

Général HUNTINGER.

Ph. PETAIN.

Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,
Pierre PUCHEU.

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-OISE

SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LA POLICE

DIRECTION DE LA POLICE GÉNÉRALE

Le Préfet de Seine-et-Oise, Officier de la Légion d'Honneur,

Vais loi du 5 Août 1941, modifiant la réglementation générale, sur la Défense passive, et notamment l'article II.

Considérant qu'il est nécessaire de mettre fin à des événements préjudiciables au fonctionnement de l'Etat, et à assurer ses règles de discipline imposées par la Défense passive, dans l'intérêt de tous,

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général pour la Police,

ARRÊTE :

Article premier. — L'extinction totale et permanente, ou l'occupation volontaire des bimères et des feux, prescrites par l'Arrêté interministériel du 1^{er} Septembre 1939, sont toujours applicables à toutes les communautés de départements, et pour la période comprise entre une demi-heure après l'heure légale du coucheur du soleil, et une demi-heure de lever du soleil.

Art. 2. — Toute dégradation et déterioration, tout emport de matériaux, tout démantèlement ou démontage des abris, installations et équipements de défense passive, sont interdits.

Art. 3. — L'accès des abris et installations de défense passive est interdit, sauf motif de service plausible, en dehors des heures réservées.

Art. 4. — Les parents sont entièrement et pleinement responsables des infractions ci-dessous, commises par les enfants à leur charge, et doivent subir la même peine.

Art. 5. — Les autres, citoyens communs, abris et équipages nommés lors, par des détecteurs à maintenir en bon état, doivent en tout temps faire dégager libres de tous départs de matériaux ou de provisions, et être accessibles dès le signal d'alarme, mais seulement aux habitants de la commune, sauf aux personnes venant de l'extérieur, jusqu'à connaissance de la capacité indiquée pour chaque cas.

Art. 6. — Toute personne, dans les communes alertées, ne doit détruire qu'un appareil de protection contre les gaz. Toute matinée ou en excédent (manteaux, bâches à masques, sacs de transport des masques) prévoit des quantités diverses ou ayant quitté la localité ou de militaires étrangers, ou abandonnés sur les lieux, doit être immédiatement remis à la Mairie.

Art. 7. — Les établissements scolaires, bureaux administratifs, magasins, ateliers, usines, etc., et en général tous établissements publics ou privés, ne doivent détruire ou démonter que leur personnel. Tous les masques en excedent doivent être versés à la Mairie. Celle-ci prescrits ne s'applique pas aux établissements ayant acheté des masques dans le commerce.

Art. 8. — Tous les masques, sacs, bâches à masques, et en général tout matériel appartenant à l'Etat, exhibé dans les communes non désignées, devront être versés à la Mairie.

Art. 9. — MM. les Maîtres pour supplier leur police locale, pourront habiller et faire assumer un gendarme, leurs chefs d'Etat, pour constituer toutes infractions au présent arrêté, et à la loi du 5 Août 1941, et dresser procès-verbal de leurs constatations.

Art. 10. — Les infractions visées aux alliées précédentes seront punies, conformément aux dispositions des articles 4, 5 et 6 de la loi du 5 Août 1941.

Fait à Versailles, le 5 Septembre 1941.

Le Préfet de Seine-et-Oise,
Marc CHEVALIER.

Assassiné le 19 Juin 1944 à 14h00 à Paris